

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

FRANÇOIS PONCHAUD

Le 17 avril 1975 les Khmers rouges entraient dans Phnom Penh, 50 ans bientôt.

Les journaux français et bon nombre de commentateurs parlaient de la « libération de Phnom Penh » et de la joie de ses habitants. Quelques mois plus tard, le père François Ponchaud (Missions étrangères de Paris) dernier français à quitter la ville témoignait du nettoyage par le vide réalisé par l'Angkar, le parti communiste du Kampuchéa.

En 1977, son livre « *Cambodge année zéro* » décryptait « *une nouvelle économie, une nouvelle société, un nouveau type d'homme, une révolution radicale au prix de centaines de milliers de morts* ». Peu de gens ont cru alors le père Ponchaud, mais quand le régime sera renversé par l'intervention vietnamienne en janvier 1979, il laissera derrière lui plus de 2 millions de morts, le quart de la population.

Envoyé par les MEP au Cambodge en 1965, il était tombé amoureux de ce pays, de ses habitants, de leur culture. Il a traduit la bible en khmer et quand il pourra y revenir après les accords de paix de Paris en 1993, il reprendra son travail pastoral et de développement.

Le père François Ponchaud est mort le 17 janvier 2024. Nous voulons célébrer une vie consacrée à la justice, à la paix et à la réconciliation au Cambodge.

Marc de Montalembert
Justice et Paix France

TRÊVE FRAGILE ENTRE ISRAËL ET LE HAMAS

Trois jeunes femmes otages du Hamas libérées et 90 prisonniers palestiniens remis aux autorités palestiniennes. La trêve qui s'est engagée le 19 janvier après 15 mois d'une guerre cruelle devrait se poursuivre selon un calendrier précis alternant libération d'otages et libération de prisonniers palestiniens. Dans le même temps les camions chargés d'aide humanitaire peuvent entrer dans la bande de Gaza et les habitants essayer de retourner chez eux. Un processus lent dont on craint qu'il puisse être à tout moment interrompu. Pour les Israéliens comme pour les Gazaouis, le soulagement ne peut être total. Les parents



© <https://cdn.pixabay.com>

7 octobre, estime que la guerre devra reprendre à la libération du dernier otage et l'on devine aisément les germes de haine, les désirs de vengeance enfouis dans le cœur des Palestiniens, après la mort de plus de 45 000 d'entre eux et la destruction de leur terre.

Dans le sillage de cette trêve, des négociations de paix pourront-elles naître ? La donne géopolitique a bougé dans la région. Le Hezbollah au Liban a été sérieusement affaibli et la nomination d'un président respecté de tous laisse espérer des jours meilleurs. En Syrie, on peut se réjouir du départ d'Assad mais redouter les projets de ceux qui se sont emparés du pouvoir. Entre l'Iran, affaibli, et l'Arabie saoudite de retour, les cartes sont rebattues. Et l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump peut aussi jouer un rôle.

Espérons donc que la trêve tiendra ses promesses, que tous les otages du Hamas seront libérés et que les habitants de Gaza pourront être secourus, soignés, que les enfants pourront y retrouver une vie quasi normale. Et que les responsables politiques, du côté d'Israël ou de l'Autorité palestinienne, feront le choix de la discussion, de la paix, de la sécurité, avec un soutien éclairé de la communauté internationale.

Dominique Quinio
Justice et Paix France



© Nizzan Cohen - <https://commons.wikimedia.org>

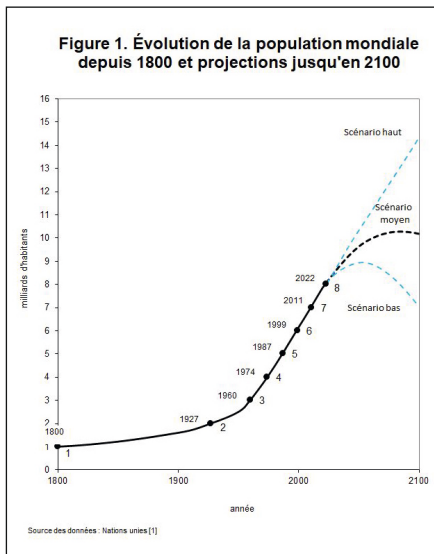
d'otages ne savent pas si leur proche leur sera rendu mort ou vivant. Et, de retour chez eux, les Palestiniens ne trouvent que ruines et désolation.

Les autorités israéliennes ont continué à tirer jusqu'à la dernière minute et les membres du Hamas, armés et cagoulés, ont tout fait pour démontrer qu'ils n'étaient pas anéantis. Les forces de mort n'ont pas désarmé : l'extrême droite religieuse israélienne, au nom des 1 200 morts du

COMBIEN SERONS-NOUS D'HUMAINS SUR TERRE DEMAIN ?

La population mondiale compte 8,2 milliards d'habitants en 2025. Elle n'en comptait qu'un milliard en 1800 et a donc été multipliée par plus de huit depuis (figure 1). Elle devrait continuer à croître et pourrait atteindre environ 10 milliards à la fin du XXI^e siècle d'après les projections moyennes des Nations Unies. Pourquoi la croissance devrait-elle se poursuivre ? La stabilisation est-elle envisageable à terme ? La décroissance tout de suite ne serait-elle pas préférable ?

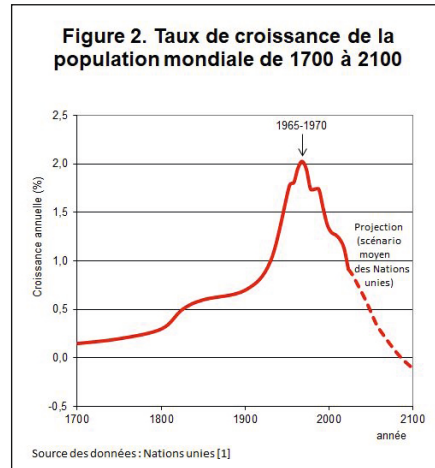
D'après les projections que les Nations Unies ont publié en juillet dernier, la population mondiale, qui compte 8,2 milliards d'habitants en 2025, devrait en compter 9,7 en 2050, culminer à 10,3 milliards au milieu des années 2080, et commencer ensuite à diminuer pour atteindre 10,2 milliards à la fin du siècle dans le scénario moyen [1] (figure 1). Les scénarios bas et haut encadrant ce scénario moyen conduisent respectivement à 7 et 14 milliards en 2100.



Si la population mondiale continue d'augmenter, c'est en raison de l'excédent des naissances sur les décès – les premières sont deux fois plus nombreuses que les seconds [1]. Cet excédent apparaît il y a deux siècles en Europe et en Amérique du Nord lorsque la mortalité commence à baisser dans ces régions, marquant les débuts de ce que les scientifiques appellent la transition démographique. Il s'étend ensuite au reste de la planète, lorsque les avancées de l'hygiène et de la médecine et les progrès socio-économiques atteignent les autres continents.

Aujourd'hui, la croissance démographique décélère

La croissance démographique a atteint un taux maximum de plus de 2 % par an il y a soixante ans, et a diminué de plus de moitié depuis (0,86 % en 2024) [2] (figure 2).



Elle devrait continuer de baisser dans les prochaines décennies en raison de la diminution de la fécondité : 2,25 enfants en moyenne par femme dans le monde en 2024, contre plus du double (cinq enfants) dans les années 1960. Parmi les régions du monde dans lesquelles la fécondité est encore élevée (supérieure à 2,5 enfants), on trouve en 2024 presque toute l'Afrique, une partie du Moyen-Orient et une bande en Asie allant du Kazakhstan au Pakistan en passant par l'Afghanistan [3]. C'est là que se situera l'essentiel de la croissance démographique mondiale future.

L'un des grands changements à venir est le formidable accroissement de la population de l'Afrique qui, Afrique du Nord comprise, pourrait presque tripler d'ici la fin du siècle, passant de 1,5 milliard d'habitants en 2024 à probablement 2,5 milliards en 2050 et près de 4 en 2100 [1]. Alors que près d'un humain sur cinq vit aujourd'hui en Afrique, ce sera probablement plus d'un sur trois dans un siècle. L'accroissement devrait être particulièrement important en Afrique au sud du Sahara où la population pourrait passer de 1,2 milliard d'habitants en 2024 à 2,1 milliards en 205 et 3,3 milliards en 2100.

À court terme : une voie en grande partie tracée

Ces chiffres sont des projections et l'avenir n'est évidemment pas écrit. Il

reste que les projections démographiques sont relativement sûres lorsqu'il s'agit d'annoncer l'effectif de la population à court terme, c'est-à-dire pour un démographe, les dix, vingt ou trente prochaines années. La majorité des hommes et des femmes qui vivront en 2050 sont déjà nés, on connaît leur nombre et on peut estimer sans trop d'erreurs la part des humains d'aujourd'hui qui ne seront plus en vie. Concernant les nouveau-nés qui viendront s'ajouter, leur nombre peut également être estimé car les femmes qui mettront au monde des enfants dans les 20 prochaines années sont déjà nées, on connaît leur effectif et on peut faire également une hypothèse sur leur nombre d'enfants, là aussi sans trop d'erreurs.

Il est illusoire de penser pouvoir agir sur le nombre des humains à court terme. La diminution de la population, prônée par certains, n'est pas une option. Comment l'obtenir ? Par une hausse de la mortalité ? Personne ne le souhaite. Par une émigration massive vers la planète Mars ? Irréaliste. Par une baisse drastique de la fécondité et son maintien à un niveau très inférieur au seuil de remplacement (2,1 enfants) pendant longtemps. C'est déjà ce qui se passe dans une grande partie du monde, les humains ayant fait le choix d'avoir peu d'enfants tout en leur assurant une vie longue et de qualité. Mais il n'en résulte pas tout de suite une diminution de population en raison de l'inertie démographique : même si la fécondité mondiale n'était que de 1,4 enfant par femme, comme en Europe [2], la population continuerait d'augmenter pendant encore quelques décennies. La population comprend en effet encore beaucoup d'adultes en âge d'avoir des enfants, nés lorsque la fécondité était encore forte, ce qui entraîne un nombre élevé de naissances. Les personnes âgées ou très âgées sont en revanche peu nombreuses et le nombre de décès est faible.

La fécondité : une chute rapide en Asie et en Amérique latine il y a 40 ans, une baisse lente en Afrique intertropicale aujourd'hui

Les démographes ont été surpris, il y a quarante ans, quand les enquêtes ont révélé que la fécondité avait commencé à baisser très rapidement dans beaucoup de pays d'Asie et d'Amérique

latine dans les années 1960 et 1970. Ils ont dû notamment revoir sensiblement à la baisse leur projection démographique pour ces continents.

Une autre surprise, plus récente, est venue de l'Afrique intertropicale. On s'attendait à ce que sa fécondité baisse plus tardivement qu'en Asie et en Amérique latine, en relation avec son retard en matière de développement socio-économique. Mais on imaginait un simple décalage dans le temps, avec un rythme de baisse similaire aux autres régions du Sud une fois celle-ci engagée. C'est bien ce qui s'est passé en Afrique du Nord et en Afrique australe, mais pas en Afrique intertropicale où la baisse de la fécondité, bien qu'entamée aujourd'hui, s'y effectue plus lentement [4]. D'où un relèvement des projections pour l'Afrique qui pourrait rassembler plus d'un habitant de la planète sur trois en 2100 comme mentionné plus haut.

La fécondité diminue bien en Afrique intertropicale, mais dans les milieux instruits et en ville plus que dans les campagnes où vit encore la majorité de la population. Si la baisse de la fécondité y est pour l'instant plus lente que celle observée il y a quelques décennies en Asie et en Amérique latine (figure 3), cela ne vient pas d'un refus de la contraception. La plupart des familles rurales ne se sont certes pas encore converties au modèle à deux enfants, mais elles souhaitent avoir moins d'enfants et notamment plus espacés. Elles sont prêtes pour cela à utiliser la contraception mais ne bénéficient pas de services adaptés pour y arriver. Les programmes nationaux de limitation des naissances existent mais sont peu efficaces, manquent de moyens et sur-



© Alexandre Gonçalves da Rocha de Pixabay

tout souffrent d'un manque de motivation de leurs responsables et des personnels chargés de les mettre en œuvre sur le terrain. Beaucoup ne sont pas persuadés de l'intérêt de limiter les naissances y compris au plus haut niveau de l'État, même si ce n'est pas le discours officiel tenu aux organisations internationales. C'est là une des différences avec l'Asie et l'Amérique latine des années 1960 et 1970 et l'un des obstacles à lever si l'on veut que la fécondité baisse plus rapidement en Afrique subsaharienne.

À long terme : l'explosion, l'implosion ou l'équilibre ?

Au-delà des cinquante prochaines années, l'avenir est en revanche plein d'interrogations, sans modèle sur lequel s'appuyer. Celui de la transition démographique, qui a fait ses preuves pour les évolutions des deux derniers siècles, ne nous est plus guère utile pour le futur. L'une des grandes incertitudes porte sur la fécondité. Si la famille de très petite taille devient un modèle dominant de façon durable, avec une fécondité moyenne inférieure à deux enfants par femme, la population mondiale, après avoir atteint le niveau maximum de dix milliards d'habitants, diminuerait inexorablement jusqu'à l'extinction à terme. Mais un autre scénario est possible dans lequel la fécondité remonterait dans les pays

où elle est très basse pour se stabiliser à l'échelle mondiale au-dessus de deux enfants. La conséquence en serait une croissance ininterrompue et à nouveau la disparition de l'espèce à terme, mais cette fois par surnombre. Si l'on ne se résout pas aux scénarios catastrophes de fin de l'humanité, par implosion ou explosion, il faut imaginer un scénario de retour à terme à l'équilibre.

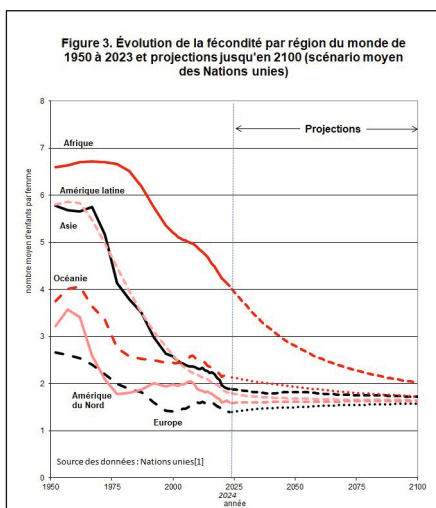
Les modes de vie : plus importants que le nombre des hommes

Les hommes doivent certes dès maintenant réfléchir à l'équilibre à trouver à long terme, mais l'urgence est le court terme – les prochaines décennies. L'humanité n'échappera pas à un surcroît de 1 à 2 milliards d'habitants d'ici 2050, en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Il est possible d'agir en revanche sur les modes de vie, et ceci sans attendre, afin de les rendre plus respectueux de l'environnement et plus économes en ressources. La vraie question, celle dont dépend la survie de l'espèce humaine à terme, est finalement moins celle du nombre que celle des modes de vie.

Gilles Pison
Institut national d'études
démographiques (INED)
9 janvier 2025

Références

- [1] Nations unies, 2024 – World Population Prospects: the 2019 Revision (<https://esa.un.org/unpd/wpp/>).
- [2] Gilles Pison et Svitlana Poniakina, 2024 – Tous les pays du monde (2024). Population et Sociétés, 625: 1-8 (<http://www.ined.fr/fr/publications/population-et-societes/>)
- [3] INED, 2024 – La population en cartes interactives <http://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/cartes-interactives-population-mondiale/>
- [4] Population & Development Review, 2017 – Fertility transition in Sub-Saharan Africa, Volume 43, Issue Supplement S1, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/padr.2017.43.issue-S1/issuetoc>



"Justice et Paix France a une fonction d'observatoire sur la doctrine sociale de l'Église, les questions de société, de Justice et de Paix auprès de la Conférence des évêques de France.

C'est dans ce cadre qu'il lui a été demandé de produire une étude sur les migrations dont il sera rendu compte dans les Lettres d'avril et de mai.

Pour préparer ce dossier, nous avons étudié les grandes tendances démographiques mondiales (Lettre de février), avec un focus sur l'Europe et l'Afrique (Lettre de mars)."

LA CORÉE DU SUD TRAVERSE UNE CRISE POLITIQUE SANS PRÉCÉDENT



© Dorian Malovic

Après sa tentative ratée d'instaurer la loi martiale le 3 décembre dernier, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, 64 ans, a plongé la Corée du Sud dans une profonde crise politique qui risque de se prolonger encore pendant des mois.

Uniforme kaki de détenu, cellule de 12 m², douche hebdomadaire et photo d'identité judiciaire : le président déchu sud-coréen Yoon Suk-yeol, 64 ans, est soumis en prison au

même régime spartiate que n'importe quel autre détenu. L'ancien procureur vedette, élu de justesse président de la République de Corée en 2022, a été arrêté le 15 janvier. Ce dirigeant ultra-conservateur très va-t-en-guerre est ainsi le premier chef de l'État sud-coréen en exercice à être arrêté, emprisonné et en procès depuis la fin de la guerre de Corée en 1953. Provoquant une véritable crise politique qui déstabilise la jeune démocratie sud-coréenne libérée des multiples dictatures militaires au début des années 1990.

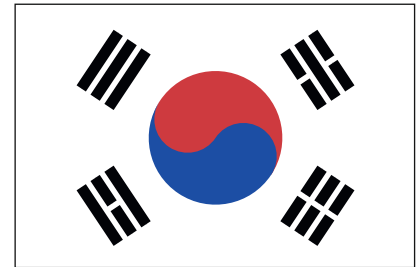
C'est justement cette tentation autoritaire du président Yoon qui a mis le feu aux poudres. Dans une allocution télévisée surprise le 3 décembre au soir, le président conservateur, Yoon Suk-yeol proclame la loi martiale, une première depuis la fin de la dictature militaire en 1987. Il justifie l'instauration de cette mesure inédite « pour protéger la Corée du Sud libérale des menaces posées par les forces communistes nord-coréennes et éliminer les éléments hostiles à l'État ». Une justification jugée totalement « folle » par les députés de l'opposition qui ont la majorité au parlement.

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, des milliers de personnes affluent devant le Parlement sud-coréen en signe de protestation. Près de 190 députés sur 300 parviennent à entrer dans l'hémicycle et adoptent dans la foulée une résolution exigeant l'abrogation de la loi martiale. Six heures après l'avoir décrétée, Yoon Suk-yeol est contraint de lever la loi martiale, et annonce le retrait des troupes déployées dans Séoul. Le même jour, les six partis d'opposition présentent devant le Parlement une motion de destitution contre Yoon Suk-yeol, l'accusant d'avoir « gravement et largement violé la Constitution ». Au onzième jour du chaos politique, le 14 décembre, le Parlement sud-coréen adopte une motion de destitution,

dans l'attente de la validation de sa destitution par la Cour constitutionnelle.

C'est précisément devant cette Cour constitutionnelle qu'est jugé le président Yoon. Elle doit statuer d'ici à la mi-juin sur la validité ou non de la motion de destitution votée le 14 décembre dernier. Mais cette procédure judiciaire provoque depuis des semaines de violentes manifestations entre partisans du président Yoon et ses opposants, renvoyant à une lointaine époque de protestations sanglantes contre la dictature durant les années 1980.

Son procès en destitution menée par la Cour constitutionnelle s'est ouvert mardi 14 janvier. La Cour a cent quatre-vingts jours à compter du 14 décembre, date à laquelle elle a été saisie de l'affaire par un vote des députés, pour décider de démettre définitivement Yoon Suk-yeol ou de le rétablir dans ses fonctions de président, soit jusqu'à début juin.



© https://commons.wikimedia.org

Sur les neuf sièges de la Cour constitutionnelle, une majorité des deux tiers est requise pour entériner une destitution. Si la destitution est entérinée, une nouvelle élection présidentielle devra être organisée dans les soixante jours. Si la Cour constitutionnelle rétablit Yoon Suk-yeol dans ses fonctions, les experts politiques prédisent d'autres troubles. Pour autant, les problèmes judiciaires du président Yoon ne s'arrêtent pas là. En parallèle de cette procédure de destitution, Yoon Suk-yeol est sous le coup d'un mandat d'arrêt et de plusieurs enquêtes, dont une pour « rébellion », un crime passible de la peine de mort.

Ce chaos politique qui va encore se prolonger intervient dans un contexte économique fragile et géopolitique de plus en plus tendu. La banque centrale de Corée du Sud a abaissé ses prévisions de croissance économique pour 2025 en raison de la crise politique qui secoue le pays. De surcroît, les tensions avec le voisin nord-coréen, qui multiplie les tirs de missiles ces derniers mois et qui a envoyé plus de 10 000 de ses soldats sur le front ukrainien, n'ont jamais été aussi fortes. Enfin, l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche inquiète les autorités sud-coréennes car le nouveau président américain ne cache pas sa volonté de retirer une grande partie des 30 000 soldats américains stationnés en Corée du Sud, la laissant de plus en plus seule face à la belliqueuse Corée du Nord.

Dorian Malovic
Chef du service « Asie » à La Croix

<p>JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :</p> <p><input type="checkbox"/> par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris. <input type="checkbox"/> par virement IBAN : FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188, BIC : AGRIFRPP882</p> <p><input type="checkbox"/> DON : euros <input type="checkbox"/> Je souhaite recevoir un reçu fiscal</p> <p>Nom, Prénom :</p> <p>Adresse :</p> <p>CP : Ville :</p> <p>Adresse e-mail :</p>	<p>JUSTICE ET PAIX FRANCE 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr</p> <p>Président : Mgr Jacques Blaquart</p> <p>Membres : Maria Biedrawa - Catherine Billet - Sylvie Bukhari-de Pontual - Dominique Coatanéa - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londajjim - Jean-Bernard Marie - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller</p> <p>Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général</p> <p>Comité éditorial : Marc de Montalembert</p> <p>Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles</p> <p>ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Février 2025 Conception et Impression : Imprimerie Repa Druck</p>
--	--